

## Un message du rédacteur

Chers lecteurs / lectrices,

Je viens de participer cette année au processus de recrutement pour le service extérieur. Nous étions cinq personnes qui, pendant trois semaines, avons fait passer des entrevues à 51 candidats dans tout l'ouest canadien. Il y avait quatre équipes similaires au Canada ainsi que d'autres à Tokyo et à Londres. En tout, environ 3 000 personnes ont présenté leur candidature et ont passé l'examen écrit initial. Ce chiffre était bien inférieur à celui des années précédentes parce que, cette année, seules étaient acceptées les candidatures de personnes titulaires de grades supérieurs en gestion, en droit et en économie et de celles qui parlaient des « langues difficiles ». Les 3 000 candidats initiaux ont été ramenés à environ 250 personnes très douées qui ont passé une entrevue - et dont certaines vont se voir peut-être vraiment offrir un poste (pour un salaire annuel de 32 900 \$).

Je le mentionne simplement pour vous rappeler qu'il y a beaucoup de bons candidats qui briguent nos emplois! Aussi, dans ce numéro nous avons signalé les changements récents qui

ont pour objet de nous aider tous à mieux faire notre travail.

Les articles offrent des trucs pour rapporter des événements et pour aider les exportateurs de services. Les progrès réalisés dans les logiciels promettent de vous aider à aider les clients. Vous vous émerveillerez devant les innovations qui ont vu le jour à la suite des changements apportés à la politique. D'une manière plus générale, le nouvel exercice financier compte de nombreuses initiatives : le Ministère s'occupe maintenant de mettre en oeuvre les recommandations et les directives provenant de « l'examen des programmes », de l'examen de la politique étrangère, du comité « Red Wilson » et du Budget.

Comme il est vrai dans la plupart des cas, pour recevoir il faut donner quelque chose en retour. Après avoir lu ce numéro, nous (le personnel de TC) vous prions de nous aider à mieux remplir notre tâche. Nous avons joint un bref questionnaire pour connaître votre avis, vous nos lecteurs, afin de faire du Troc Commercial tout ce que vous voulez qu'il soit.

Le rédacteur en chef, Rick Mann

## LE RAPPORT « RED » WILSON

PAR Larry  
Duffield

Depuis la présentation du rapport « Red » Wilson (Examen de la promotion du commerce international - EPCI) à MINT le 30 septembre 1994 (*Le Troc Commercial* Vol. 2, No 1, janvier 1995), le Ministère a évalué ses recommandations et a élaboré une stratégie de mise en oeuvre.

Nous devrions considérer le rapport Wilson à la lumière de trois importants facteurs : l'examen des programmes du gouvernement, l'énoncé de la politique étrangère publié récemment et le budget. Au moment d'aller sous presse, les répercussions du budget sur le commerce international demeurent imprévisibles.

Le premier des grands objectifs de l'énoncé de la politique étrangère est « la promotion de la prospérité et de l'emploi ». Il souligne en outre la contribution du comité Wilson de 12 exportateurs, qui « ... visait à faire en sorte que ces programmes offerts par le gouvernement correspondent bien aux besoins des entreprises canadiennes et soient exécutés avec efficacité et efficacité ».

L'une des difficultés que présentent les recommandations, ce que reconnaît d'ailleurs le comité Wilson, est qu'un certain nombre d'entre elles visent des mandats et des responsabilités que le Ministère partage avec le ministère des Finances, l'ACDI et les provinces.

Des changements seront apportés dans les champs de compétence de MINT; ils viseront, entre autres, à renforcer le Service des délégués commerciaux et la gestion des programmes et services d'expansion du commerce.

Il y a eu délégation de responsabilités afin

d'assurer la mise en oeuvre des recommandations. La formation sera intensifiée (processus déjà amorcé en ce qui concerne l'Asie-Pacifique et les États-Unis), ainsi que les échanges et les détachements d'employés. Les changements visant le programme, qui commenceront pour la plupart en 1995-1996, comprennent la réduction des coûts administratifs à l'AC, la réorientation des ressources du PDME vers les PME, le recouvrement des coûts, des foires et des missions commerciales, le regroupement des crédits destinés au programme (voir p. 4) et un léger élargissement du PPPM aux marchés de l'Amérique latine et de l'Asie-Pacifique.

Nous avons amorcé avec nos partenaires des discussions devant mener à des changements concernant le concept de guichet unique, le partage de locaux, le filtrage, la gestion des ressources et le Plan de promotion du commerce extérieur. Des efforts intensifs de coordination et de réduction des dédoublements se poursuivront selon une démarche descendante, par exemple, la présentation au Cabinet d'un mémoire sur l'expansion du commerce en avril.

L'une des recommandations du rapport Wilson, consistant à « filtrer » les nouveaux exportateurs, aura des répercussions sur les méthodes de travail des missions. Dans la foulée du rapport, un groupe de travail du CCCE sur la défense des intérêts des exportateurs a présenté à MINT une proposition à volets multiples. Le Ministère fournira aux missions un système d'aiguillage qui leur per-

Suite à la page 3